

Pas de polarisation dans la structure de l'emploi en Suisse

L'importance croissante des professions hautement qualifiées, enregistrée en Suisse depuis les années septante, est allée de pair avec la disparition d'un grand nombre d'emplois à bas salaires. La structure professionnelle a ainsi progressé. *Daniel Oesch, Emily Murphy*

Abrégé Les économistes postulent souvent que le progrès technique polarise la structure professionnelle, puisqu'il crée surtout des emplois aux extrêmes du marché du travail, tout en vidant la classe moyenne de sa substance. Du point de vue théorique, cette thèse ne résiste pas à l'analyse, car la « classe moyenne » était considérée historiquement comme le milieu hiérarchique de la société, et non comme son milieu arithmétique. Les données empiriques réfutent elles aussi la thèse de la polarisation. Comme le montrent les recensements de la population de 1970 à 2010 et l'Enquête suisse sur la population active de 1991 à 2016, ce sont surtout des postes très qualifiés – cadres, responsables de projets, programmeurs et enseignants – qui ont été créés ces dernières décennies. Sur la même période, de nombreux emplois faiblement qualifiés ont disparu dans l'agriculture, l'industrie et le « back office ». Les mutations structurelles n'ont ainsi pas érodé la classe moyenne, mais éclairci les rangs des ouvriers et des employés de bureau.

Depuis la Révolution industrielle, les observateurs des changements sociétaux se sont beaucoup intéressés à l'évolution de la structure de l'emploi: les progrès techniques et les mutations structurelles se traduisent-ils par un gonflement de la classe moyenne? Ou, réduisant cette dernière comme peau de chagrin, aboutissent-ils à une polarisation de la société?

Le constat est clair pour la période de l'après-guerre: à travers toute l'Europe occidentale, l'emploi a diminué dans les métiers peu qualifiés de l'agriculture et de l'industrie; en même temps, les services aux entreprises, la santé et l'éducation créaient un grand nombre de postes très qualifiés, favorisant l'émergence d'une classe moyenne toujours plus importante (voir *encadré 1* pour la définition de ce terme).

Depuis le début du millénaire, la croyance en la valorisation constante de la structure de l'emploi a de moins en moins de partisans. Avec la numérisation de l'économie, l'automatisation ne concerne plus uniquement les ouvriers agricoles et les opérateurs de machine, mais aussi les employés de commerce et les fonctionnaires de la Poste. En conséquence, la thèse selon laquelle ces progrès techniques polarisent la structure de l'emploi et déciment la classe moyenne a fait de plus en plus d'adeptes parmi les économistes. Pour en avoir le cœur net, nous avons recouru aux recensements et à

Encadré 1. La notion de classe moyenne

Selon l'Office fédéral de la statistique, la classe moyenne, souvent définie comme la classe de revenus intermédiaire, se constitue des personnes (et des ménages) dont le revenu est compris entre 70 et 150 % du revenu médian. Le cinquième de la population qui gagne moins de 70 % de ce revenu est proche du seuil de pauvreté et dépend en grande partie des prestations sociales. Selon cette définition, la classe ouvrière n'existe pas: soit on est pauvre, soit on fait partie de la classe moyenne. L'autre cinquième de la population, c'est-à-dire les personnes qui gagnent plus de 150 % du revenu médian, n'appartient pas non plus à

la classe moyenne. Cette définition aboutit à un gonflement de la classe supérieure, qui comprend ainsi les enseignants du secondaire supérieur, les ingénieurs et les pharmaciens.

Historiquement parlant, cette définition n'a pas de sens: la notion de classe moyenne n'a jamais désigné le milieu arithmétique de la structure sociale, mais son milieu hiérarchique. Au XIX^e siècle, elle s'appliquait à une catégorie peu nombreuse de travailleurs intellectuels (banquiers, entrepreneurs, médecins et hauts fonctionnaires, par ex.), par opposition aux travailleurs manuels^a. Dans la hiérarchie sociale,

cette classe moyenne se situait au-dessous de la classe supérieure, encore plus réduite, composée de nobles et de gros propriétaires terriens qui vivaient de leur capital. En même temps, elle se trouvait au-dessus de la grande masse des ouvriers des secteurs primaire et secondaire, des artisans et des domestiques, qui vivaient du travail de leurs mains et qui formaient la classe ouvrière. La minorité que constituait la classe moyenne ne correspondait ainsi pas au point médian de la distribution du revenu.

^a Kocka (1995).



Une bonne qualification se ressent dans le salaire. Des experts techniques testent un drone.

l'Enquête suisse sur la population active (Espa, voir encadré 2).

L'essor des professions hautement qualifiées

En Suisse, c'est dans le quintile supérieur que l'emploi a enregistré la plus forte hausse entre 1970 et 2010. Ce quintile comprend les 20 % des personnes actives qui travaillent dans les métiers les mieux rémunérés (voir *illustration*). De surcroît, le rythme de cette augmentation s'est accéléré de décennie en décennie.

À l'inverse, l'emploi a régressé dans les métiers les moins bien payés (quintile inférieur). Le recul a été particulièrement marqué après la crise du pétrole de 1973 et après la récession du début des années nonante. En revanche, l'emploi a de nouveau augmenté pendant le « boom » de la construction des années quatre-vingts, faisant de cette décennie la seule pendant laquelle la structure professionnelle s'est polarisée.

Durant les deux décennies suivantes, c'est dans le quintile inférieur que la création d'em-

ploi a été la plus faible. Dès lors, depuis 1990, aucun indice ne nous permet de conclure à une polarisation de la structure professionnelle. Bien au contraire : pendant la dernière décennie du siècle passé et la première de ce siècle, c'est dans le quintile supérieur que l'emploi a le plus nettement progressé, alors qu'il a le plus fortement diminué dans le quintile inférieur.

La « nouvelle » classe moyenne

L'Espa permet de déterminer les catégories professionnelles qui expliquent les variations des quintiles depuis le début des années nonante. Ces 25 dernières années, la structure de l'emploi s'est revalorisée grâce à la forte expansion de la classe moyenne salariée : de 1991 à 2016, le pourcentage des cadres et des responsables de projets dans l'emploi a augmenté de 8,5 points, celui des experts socioculturels (médecins, enseignants et travailleurs sociaux) de 3,3 points et celui des experts techniques (ingénieurs, informaticiens et techniciens) de 2,1 points (voir *tableau*). En tout, la part de cette « nouvelle »

Évolution de la structure de l'emploi en Suisse (1970–2010)



Exemple de lecture : de 1970 à 1980, l'emploi a diminué de 113 000 postes dans le quintile 1, soit les professions les moins bien rétribuées, qui comprenait en 1970 20 % de la population active.

classe moyenne dans l'emploi est passée de 34 à 48 % en vingt ans.

De 1991 à 2016, deux types de catégories professionnelles ont fortement décliné : il s'agit des professions de l'industrie et des arts et métiers, avec un recul de 7 points, et des employés de bureau (« back office »), avec une diminution de 8 points. Ces deux groupes n'appartiennent pas au noyau de la classe moyenne, mais à la classe

ouvrière traditionnelle pour le premier et à la classe moyenne inférieure, plus modeste, pour le second.

Depuis 1991, seul un pan de la classe ouvrière a pris de l'ampleur : celui des employés fournissant des services à la personne, qui a augmenté de 2 points. Cette progression est néanmoins bien trop faible pour compenser le recul enregistré dans les postes peu qualifiés de l'agriculture, de l'industrie et du « back office ». Contrairement à ce que prophétisait la thèse de la polarisation, c'est surtout dans les professions très qualifiées du tertiaire que des emplois ont été créés en Suisse : parmi les programmeurs, les juristes et les conseillers, et non parmi les aides ménagères, les vendeurs ou les sommeliers.

L'essor de la formation, moteur du progrès

Dès lors, on n'assiste pas en Suisse, ni dans la plupart des autres pays d'Europe occidentale, à une polarisation de la structure de l'emploi, contrairement aux tendances observées aux États-Unis et au Royaume-Uni¹. Les mutations structurelles de ces dernières décennies n'ont pas érodé la classe moyenne, mais éclairci les rangs des ouvriers et des employés de bureau. Cette évolution a abouti à un resserrement de la

¹ Oesch (2013), Euro-found (2015).

Encadré 2. Éclairage sur l'étude

Dans une première analyse, l'étude de *Murphy et Oesch (2017)* définit de façon aussi précise que possible les professions de toutes les personnes actives (salariés et indépendants de l'ensemble des secteurs). Elle les regroupe, en fonction de leur salaire médian, en cinq classes de taille identique, appelées quintiles. Au début de chaque décennie, chaque quintile comprend 20 % de l'emploi total. Le quintile inférieur inclut les personnes actives dont le salaire médian est le plus bas (aides ménagères et métiers du nettoyage, par ex.) et le quintile supérieur les personnes actives dont le salaire médian est le plus élevé (avocats et médecins, par ex.). Les auteurs se sont fondés sur les données des recensements de la population de 1970 à 2010 et du relevé structurel de 2010 pour observer l'évolution de l'emploi dans chaque quintile.

Une deuxième analyse, menée à l'aide de l'*Enquête suisse sur la population active*,

a tenté de déterminer l'influence que les mutations de la structure professionnelle a exercée sur la structure des classes entre 1991 et 2016. Les auteurs ont utilisé à cette fin deux critères : le niveau d'exigences de la profession et la nature du travail (voir *tableau*). Trois catégories forment l'épine dorsale de la nouvelle classe moyenne salariée : les experts socioculturels, les experts techniques ainsi que les cadres et les responsables de projets. Une quatrième catégorie regroupe les deux segments des anciennes classes moyenne et supérieure, à savoir les entrepreneurs et les professions libérales. Quant aux petits artisans, aux paysans et aux employés de bureau, ils sont attribués à la classe moyenne inférieure. Enfin, les deux dernières classes (ouvrières) regroupent pour l'essentiel des métiers manuels (industrie et services à la personne).

Évolution de l'emploi par catégories professionnelles (de 1991–1992 à 2015–2016)

	Nature du travail	Interpersonnel	Technique	Administratif	Indépendant
Niveau d'exigences : tertiaire		Experts socioculturels (enseignants, travailleurs sociaux, par ex.)	Experts techniques (ingénieurs, informaticiens, par ex.)	Cadres et responsables de projets (cadres, conseillers, par ex.)	Professions libérales et employeurs comptant plus de neuf salariés (avocats, entrepreneurs, par ex.)
	1991/1992	10,3%	10,9%	13,0%	3,4%
	2015/2016	13,6%	13,0%	21,5%	4,2%
	Variation	+3,3	+2,1	+8,5	+0,9
Niveau d'exigences : secondaire II, max.		Personnel de service (aides-soignants, vendeurs, par ex.)	Personnel de production (mécaniciens, opérateurs, par ex.)	Employés de bureau (secrétaires, caissiers, par ex.)	Petits entrepreneurs (restaurateurs, paysans, par ex.)
	1991/1992	12,8%	22,8%	16,5%	10,4%
	2015/2016	14,8%	15,5%	8,3%	9,0%
	Variation	+2,0	-7,3	-8,2	-1,4

ESPA 1991, 1992, 2015 ET 2016 / LA VIE ÉCONOMIQUE

Le tableau présente la distribution des emplois des 18 à 65 ans travaillant au moins vingt heures par semaine. Il indique les moyennes de 1991 et de 1992, puis celles de 2015 et de 2016. Les calculs se fondent sur les codes des professions à quatre chiffres de la CIP.

classe ouvrière, laquelle n'a pas disparu pour autant. Aujourd'hui encore, nous trouvons, parmi les professions dont la rémunération est proche du salaire médian, des métiers tels que maçons, mécaniciens, employés de la voirie et chauffeurs routiers, qui sont habituellement rangés dans la classe ouvrière et non la classe moyenne.

Remarquons qu'en Suisse, cette valorisation de la structure de l'emploi n'a eu pour corollaire ni une hausse du chômage ni un recul du taux d'activité professionnelle, resté constant aux alentours de 82 % de 1991 à 2010. Quant au taux de chômage, il était en moyenne de 3,5 % entre 1991 et 2000 et de 3,1 % entre 2001 et 2010.

Une telle stabilité s'explique par le fait que l'enseignement supérieur a produit ces dernières décennies un nombre croissant de diplômés au bénéfice d'un niveau de qualification moyen ou élevé. Cette expansion a suivi les progrès de la technique. Conjuguée à l'immigration de professionnels toujours mieux formés, elle a permis de satisfaire la demande croissante des entreprises en personnel qualifié².

Notre analyse réfute ainsi deux hypothèses peu réjouissantes. La première est que la numérisation de l'économie a obligatoirement pour conséquence une polarisation. La seconde est que les économies postindustrielles parviennent à assurer le plein emploi uniquement si la structure du monde professionnel s'élargit à la base, suite à la création d'un grand nombre d'emplois peu qualifiés dans le tertiaire.

² Murphy et Oesch (2017).



Daniel Oesch

Professeur de sociologie à l'Institut des sciences sociales, université de Lausanne

Emily Murphy

Sociologue, chargée de recherche au Centre on Skills, Knowledge and Organisational Performance (Skope), université d'Oxford

Bibliographie

Eurofound, *Upgrading or polarisation? Long-term and global shifts in the employment structure: European Jobs Monitor 2015*, Dublin, 2015, European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions.

Kocka J., « The Middle Classes in Europe », *Journal of Modern History*, 67(4), 1995, pp. 783-806.
Murphy E. et Oesch D., « Is employment polarization inevitable? Occupational change in Ireland and Switzerland, 1970-2010 », *Work, Employment and Society*, à paraître cette année.

Oesch D., *Occupational Change in Europe. How Technology and Education Transform the Job Structure*, Oxford, 2013, Oxford University Press.